

# L'institutionnalisation de l'approche genre dans les programmes portés par les bailleurs de fonds, quels impacts ?

L'approche genre s'est progressivement imposée comme une composante essentielle des projets de développement. Comment la stratégie des bailleurs de fonds a-t-elle évolué sur cette question ? Quels sont pour eux les défis majeurs de l'opérationnalisation de l'approche et comment en mesurer les impacts ?

**Grain de Sel (GDS) :** Comment l'approche genre s'est-elle construite au sein de votre organisation et selon quels grands axes stratégiques et champs d'action spécifiques ?

**Blandine Agossou Codjia (BAC), DDC Bénin :**

La DDC est l'institution de coopération du développement international suisse et s'est dotée d'une politique genre en 2003. Cette approche intégrée de l'égalité passe par l'adoption systématique du thème genre de façon transversale à tous nos programmes et vise l'adoption de mesures institutionnelles, la facilitation d'un dialogue politique sur des dispositions, des lois y contribuant. Dans le domaine du développement rural, notre approche se concentre sur l'autonomisation économique des femmes et leur accès aux facteurs de production dont le foncier, sur l'entreprenariat féminin, notamment au travers de formations pour renforcer leur leadership, leur gestion et leurs compétences en marketing.

**Tacko Ndiaye (TN), FAO :** Le mandat de la FAO est lié aux questions agricoles, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi à la gestion des ressources naturelles ; nous coordonnons différents efforts en matière de gestion de connaissances, de recherche et de statistiques agricoles. Il y a toujours eu une division genre au sein de l'institution, mais ses actions se sont élargies au fur et à mesure ; aujourd'hui quatre axes majeurs structurent nos actions : I) la question du leadership féminin dans les mécanismes de prises de décisions mais aussi dans les institutions. II) l'égalité de droits en matière d'accès et de contrôle sur les moyens de production et les ressources naturelles ; III) l'accès aux services, aux marchés, aux opportunités de travail décent et au contrôle sur les revenus ; IV) l'accès aux technologies, aux pratiques, aux infrastructures.

**Ouafae Sananes (OS), AFD :** L'AFD met en œuvre des politiques en faveur du développement et accompagne les partenaires dans

la réalisation des projets sur le terrain. Ces partenariats concernent les États, des collectivités locales, des entreprises, des ONG ou des fondations, sur des domaines très variés, dont le développement agricole et rural et le genre. L'AFD se considère aujourd'hui comme une agence féministe et porte la diplomatie féministe en haut de l'agenda de ses préoccupations. 100 % des projets sont examinés au regard de la dimension genre, dont près de 67 % ont comme objectif significatif ou principal la réduction des inégalités femmes-hommes.

**AUJOURD'HUI LA NOTION MÊME DE GENRE EST TOUJOURS EN DÉBAT, Y COMPRIS EN OCCIDENT, RIEN N'EST GAGNÉ**

**GDS :** Depuis les années 1980, on observe une institutionnalisation de l'approche genre dans les programmes de développement. Qui en sont les parties prenantes ?

**TN :** La mise à l'agenda international de la réduction des inégalités de genre a effectivement permis de mettre en place des objectifs et des cadres communs d'action, c'est notamment le cas de la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes de 1979, qui est aujourd'hui le cadre genre le plus répandu avec le programme d'action de Beijing de 1995. C'est aujourd'hui une évidence que la recherche de l'égalité des genres est une condition sine qua non de la réalisation des objectifs de développement durable, en plus d'être une question de droit, c'est une question de pertinence, d'efficacité des actions. En interne, nous avons un système qui responsabilise le mandat d'intégration du genre dans les programmes, des points focaux, des



Les groupements féminins sont des lieux de partage de savoir-faire techniques et doivent être soutenus. Une association de femmes du village de Finkolo au Mali donne une leçon technique sur la culture de l'oignon.



Alizéta TAPSOBA/FAO Burkina Faso

De nombreux savoirs ancestraux sont détenus par les femmes et constituent un héritage précieux pour relever les défis agricoles et de sécurité alimentaire.

formations obligatoires et en ce moment nous travaillons à un centre d'apprentissage virtuel sur le genre de manière à avoir un espace où mettre à disposition des équipes tout le matériel méthodologique.

**BAC :** Oui, tout comme au niveau international, au sein de la DDC l'appropriation de la thématique genre s'est faite progressivement avec l'appui d'outils, d'instruments. Je suis à la DDC depuis 8 ans et les poches de résistance d'alors ne sont plus. C'est devenu une approche de travail. Sur les terrains nous avons des sessions de formations régulièrement, les différents réseaux thématiques régionaux et pays se rencontrent et coopèrent sur l'amélioration des pratiques. Parfois les niveaux de compréhension et d'appropriation sont en décalés. Il y a quelques années il était très difficile pour nos partenaires de nous rapporter leurs progrès en genre. Ils ne comprenaient pas. Mais à présent des évolutions positives sont notées.

**OS :** Je dirais que les bailleurs sont longtemps restés sur une approche "femmes et développement", sans interroger les rapports sociaux à la racine des inégalités de genre. Aujourd'hui la notion même de genre est toujours en débat, y compris en Occident, rien n'est gagné. L'institutionnalisation est indispensable pour avancer. En interne, les formations genre sont rendues obligatoires et permettent d'accompagner les directions régionales, les agences, les responsables pays, et projets sur l'intégration des outils, qui évoluent en permanence.

**GDS :** Le "gender mainstreaming" est critiqué pour avoir dépolitisé la question du genre. Que répondez-vous ?

**BAC :** On pourrait penser que cette démarche agit très peu sur les transformations sociales et les changements de valeurs mais je pense au contraire que les acquis au niveau des institutions sont des moyens pour traduire ces questionnements sur le terrain. Le *gender mainstreaming* permet d'analyser le contexte, préalable essentiel pour comprendre les relations de pouvoirs afin d'agir dessus...

## LES ACQUIS AU NIVEAU DES INSTITUTIONS SONT DES MOYENS POUR TRADUIRE CES QUESTIONNEMENTS SUR LE TERRAIN

**OS :** Je suis d'accord. Il faut le voir de manière pratique et concrète : le *gender mainstreaming* c'est intégrer le genre de façon transversale dans tous les projets. Cette approche n'exclut pas de mettre un focus capital sur le droit des femmes et l'analyse des causes

structurelles des inégalités, le patriarcat, les deux niveaux se complètent. C'est une révolution en soi dans les pratiques de développement, même si ça ne suffit pas.

**TN :** Selon moi, cela permet de démocratiser le mandat, de responsabiliser sur l'allocation des ressources, le suivi des résultats, le rapportage vis-à-vis de nos états membres. Sans cela, le genre resterait toujours une activité marginale. Une partie des féministes voit dans le *gender mainstreaming* une forme d'invisibilisation, un simple affichage, mais je ne suis pas d'accord. Les organisations paysannes, les entreprises agricoles sont des milieux très masculins, cette approche permet justement d'insuffler le changement depuis la base, en s'appuyant sur des cadres communs, c'est progressif.

**GDS :** Concrètement, comment mesurer les progrès et les effets de l'institutionnalisation dans les politiques de développement ?

**BAC :** Pendant longtemps les questions de genre sont restées abstraites. En voulant faire des mesures de discrimination positive en faveur des femmes, on oublie de prendre en compte les hommes et la masculinité. Or sans les impliquer, on ne changera jamais les relations de pouvoir. Il faut leur faire comprendre qu'ils ont aussi à gagner à partager ce pouvoir. Beaucoup d'organisations travaillent ainsi avec l'appui de la DDC en milieu rural pour sensibiliser et diffuser les lois, dialoguer avec les détenteurs de la tradition

en vue de faciliter ce processus. Pour avancer il faut se fixer des objectifs et des indicateurs dès le départ, optimiser la qualité du reporting, des systèmes de monitoring.

**OS :** Effectivement, ne travailler que sur les femmes se révèle contre-productif, il faut impliquer les hommes et les garçons, car les masculinités sont au centre des problématiques de genre. Il faut déployer beaucoup de moyens dans l'école, l'éducation, car c'est aussi par là que se construisent les stéréotypes. Dans ce sens, un de nos projets, "Média Sahel" utilise les canaux médiatiques, la radio, tous les moyens d'information, les réseaux sociaux pour renforcer les capacités des médias locaux, produire des contenus avec et pour la jeunesse sahélienne et plus largement lutter contre ces stéréotypes de genre.

**TN :** L'institutionnalisation de l'approche doit être couplée avec des initiatives d'autonomisation des femmes qui soient basées sur la transformation des normes et pratiques sociales néfastes. Le point de départ c'est d'avoir une situation de référence : connaître l'étendue réelle et la nature des inégalités pour agir dessus, et cela implique de questionner les hommes, qui sont parties prenantes des changements de normes.

### **GDS : Quels outils ou dispositifs existent aujourd'hui pour contrer l'invisibilisation statistique qui a longtemps perduré sur les inégalités de genre ?**

**BAC :** La disponibilité des statistiques genrées est vraiment une condition nécessaire et indispensable pour faire des analyses de qualité. Encore aujourd'hui, beaucoup d'enquêtes nationales ne sont pas désagrégées femmes-hommes, mais les outils se perfectionnent. Par exemple la DDC a mis en place la carte d'identité rurale qui fait la photographie des exploitations familiales et intègre la mesure d'un indice d'autonomisation économique de la femme et de l'homme permettant de voir si les appuis influencent vraiment le niveau économique de nos cibles femmes-hommes. Au Bénin, cet outil est aujourd'hui intégré dans le système de monitoring par des faitières paysannes. Le suivi stratégique et la capitalisation ne sont pertinents que s'ils se basent sur des données empiriques de qualité.

**TN :** Effectivement, les outils sont encore imparfaits sur de nombreux terrains, mais les évolutions sont significatives. La FAO intègre aujourd'hui systématiquement l'approche pour faire les recensements agricoles et appuyer les pays pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données, ce sont des dispositifs de très grande envergure. Pour citer un dispositif qui a vraiment fait ses preuves en termes de dynamique et de mobilisation

## **DANS BEAUCOUP D'ENDROITS CETTE VOLONTÉ DE TRANSFORMATION EST EN MARCHÉ INDÉPENDAMMENT DES PROGRAMMES DE COOPÉRATION**

endogène, les Clubs Dimitra (p.36) et les espaces de dialogue inclusifs qu'ils permettent sont un bon exemple de la façon dont on peut renforcer les capacités des populations, rendre visibles les savoirs des femmes et de construire les normes sociales.

**OS :** La budgétisation sensible au genre (p.31), et tous les outils qui peuvent en découler est un point crucial : un budget n'est pas neutre du point de vue du genre. Au contraire, en ne tenant pas compte des rôles, capacités et besoins différents des femmes et des hommes, les choix budgétaires peuvent renforcer les inégalités existantes, et ce au niveau national ou local, que l'on parle de politique ou de programme de développement.

### **GDS : Quelles leçons tirez-vous en termes de bonnes pratiques, de conditions préalables pour opérationnaliser les réponses aux inégalités de genre en milieu rural ?**

**BAC :** Le premier élément, c'est d'instaurer un dialogue politique. Parce que quoi que l'on fasse sur le terrain, s'il n'y a pas un cadrage national, s'il n'y a pas de loi, on n'avance pas. Instaurer la budgétisation genre dans les outils nationaux de planification est un de nos chevaux bataille actuellement. Nous articulons ce haut niveau avec nos interventions terrain, les deux se renforcent mutuellement. D'autre part, l'approche genrée doit être transversale, intégrée à tous les niveaux des actions. Et cela signifie qu'il faut impliquer directement les communautés, les pouvoirs locaux, et donc les hommes et les garçons.

**TN :** Effectivement, le cadre politique me semble être une condition indispensable pour traiter des inégalités de genre. J'observe beaucoup de progrès dans le discours, mais aussi les actions. Il va cependant falloir redoubler d'efforts, car les conséquences socio-économiques et sur le plan de la sécurité alimentaire de la crise sanitaire actuelle sont nettement plus marquées pour les femmes et les filles, au point de remettre en question les progrès en matière d'égalité des sexes enregistrés ces dernières décennies.

**OS :** Les défis sont immenses, mais le rôle des femmes, la préservation de leurs savoirs et savoir-faire sont fondamentaux pour les relever. Beaucoup de pratiques et de savoirs ancestraux sont détenus par les femmes et contribuent d'une part à la sécurité alimen-

taire et nutritionnelle, mais aussi à l'entretien et au maintien de la biodiversité, au respect de l'environnement, à la santé, au *Care*. Le niveau politique est indispensable, mais une grande marge de progrès se situe aussi au niveau des mentalités. Si on part du principe que le développement doit être uniquement endogène dans les sociétés où l'on respecte les structures traditionnelles, culturelles, il n'y aura pas de changement. La théorie du changement veut qu'on intervienne sur les brèches possibles, non pas par un coup de baguette magique mais en appuyant la société civile et les politiques. D'ailleurs, dans beaucoup d'endroits cette volonté de transformation est en marche indépendamment des programmes de coopération. ■

### **Tacko Ndiaye**



*Tacko.Ndiaye@fao.org*  
Fonctionnaire principale pour le Genre, l'Égalité et le Développement rural, FAO

### **Blandine Agossou Codja**



*blandine.agossoucodja@eda.admin.ch*  
Cheffe de projet Genre et Éducation, Coopération Suisse au Bénin

### **Ouafae Sananes**



*sananeso@afd.fr*  
Chargée de mission, Experte Genre, AFD